

MÉTABOLISER LES INVISIBLES

Nouvelles équations territoriales pour le Luxembourg

Alors que l'essentiel des efforts d'aménagements des territoires européens de ces 20 dernières années ont été consacrés à des stratégies d'hyper-méétropolisation dans un contexte de compétition pour l'attractivité, la conjonction des crises environnementales, sanitaires et sociales remet radicalement en cause ces approches, autant que les outils de planification et de conception hérités du XXe siècle, modelés sur le productivisme et l'économie de consommation. Pour celà, il nous faut sortir des effets de silos entre disciplines, gouvernances et acteurs. La transition écologique commence par la redéfinition des frontières entre des mondes restés étanches sous l'effet de zonings multiples.

Ce qui ne signifie pas que nous préconisons une rupture simpliste de type tabula rasa, mais au contraire que le projet naît d'un retour sur l'existant, pour acquérir une compréhension fine du réel, qui permet de révéler un potentiel de transformation. Dans une perspective de sobriété et de justesse, il ne s'agit plus de procéder par substitution intégrale d'un modèle par l'autre, mais de trouver de nouvelles ressources dans ce qui est déjà là. Une approche analytique et stratégique de « Reconfiguration Territoriale » qu'approfondit AWP depuis 20 ans en pilotant des grands programmes de mutations territoriales et urbaines.

Le Luxembourg expérimente une configuration singulière : grand comme la moitié d'un département français, sa richesse est basée sur des choix assumés de dé-territorialisation. La taille du pays ou de la population n'ont plus de relation de proportion avec l'intensité des échanges économiques. Il faut donc réinscrire le Luxembourg dans des échelles qui dépassent celle de la souveraineté nationale, pour prendre la mesure d'interactions trans-frontalières surdéterminantes : flux de personnes et de biens, et bien sûr flux financiers, qui définissent de plus en plus le pays comme plateforme voire interface, plus que comme figure géographique et politique.

Comment identifier l'aire d'influence réelle du Luxembourg? L'évaluation écologique du travail trans-frontalier par exemple. ne se réduit pas au bilan carbone des trajets quotidiens, mais doit s'élargir au mode d'habitat des populations, c'est-à-dire aux usages qui résultent de l'effet d'attraction du bassin d'emploi du Luxembourg. La « Grande Région » est en Europe une de celles où l'urbanisation diffuse est à la fois la plus intense mais aussi la plus chaotique. La débâcle post-industrielle des années 1980 a été le destin commun de la Grande Région, où les fermetures des mines puis des aciéries ont lourdement frappé. La stratégie financière puis logistique du Luxembourg est venue ouvrir un marché d'emploi diversifié dans cette région sinistrée, mais sans s'accompagner d'un programme d'aménagement du territoire. En partie parce que le Luxembourg n'a pas adapté sa propre politique d'offre de logement, mais aussi à cause de la faiblesse structurelle des territoires frontaliers : villages ou petites villes épisées par la débâcle de l'industrie lourde, dénués de moyens et d'instruments de coordination à l'échelle des enjeux. En conséquence, c'est tout un anneau périphérique de suburbanisation rampante qui s'est constitué du nord de la Lorraine, vers la Rhénanie-Palatinat et la Wallonie. Dans cet hinterland du Luxembourg vivent des millions d'euro-péens au seul rythme de leurs voitures, encouragés à de longs déplacements par la proximité d'une frontière derrière laquelle l'essence est toujours moins chère...

La Grande Région trouve son sens autour du rôle économique du Luxembourg, mais bute sur la réalité des coopérations trans-frontalières (compensations fiscales par ex). Des décisions récentes entre France et Luxembourg sur le logement et le transport indiquent une volonté de changement. Le Luxembourg peut se projeter dans ses échelles réelles, et trouver des ressources stratégiques nouvelles dans ses voisnages avec lesquels il partage une communauté de destin ancienne et plus intense que jamais.

Métaboliser les invisibles.

Nouvelles équations territoriales pour le Luxembourg.

L'axe stratégique proposé par l'équipe AWP pour engager la Transition Ecologique du Luxembourg, consiste à « Métaboliser les réseaux du territoire », réseaux hard et soft, existants et potentiels. Réseaux = systèmes de gestion de l'eau, des déchets et de l'énergie, mais aussi transport, logistique et communication, autant que grands systèmes naturels et même de configurations sociales virtuelles. Ces systèmes techniques, largement invisibles, conditionnent toute ambition d'efficacité écologique et donnent à la fois une mesure de cette efficacité et des outils pour la transformer.

Les réseaux sont des mailles structurantes, aussi bien des grandes échelles territoriales que des édifices ou des espaces publics. Pour autant la plupart de ces réseaux sont étanches les uns aux autres, et présentent des niveaux d'avancement technologique très variables. Prendre la mesure de leur impact dans la fabrication et la gestion du territoire permet d'évaluer l'exploitation de leur potentiel stratégique. La complexité des réseaux est une des clés incontournables pour organiser la transition écologique, à la fois en tant que dimension fondatrice -elle conditionne toute forme de développement, et comme dimension transversale -elle concerne la plupart des paramètres de l'aménagement. Dans le contexte particulier du Luxembourg, il est aisément d'imaginer que des ruptures et des incompatibilités frontalières repensées auraient un impact crucial sur l'avenir du territoire. Enfin, dans une perspective de faisabilité et de gouvernance, il s'agit d'un levier de projet puissant, car les réseaux relèvent d'investissements lourds et structurants, portés par des institutions au long cours. Leur expression architecturale et paysagère se déduit en creux de la forme de certaines routes, et de l'éclairage public, qui incarne l'idée moderne de la ville comme paysage aménagé.

Alors que le bâti a fait l'objet d'efforts considérables pour faire face aux exigences environnementales, les réseaux suscitent encore un ensemble de questions à démêler, aux incidences évidentes sur les plans environnementaux et urbains, mais également économiques et politiques. En effet, le modèle du réseau unique (public ou DSP) se trouve bousculé par des solutions décentralisées, relevant du concept d'économie circulaire. Ces tendances vont dans le sens d'une nouvelle organisation à partir de mailles autonomes, qui suscitent déjà un zoning invisible par les réseaux. Cette remise en cause des réseaux universels s'observe dans les transformations récentes des systèmes qui gèrent le métabolisme urbain : le développement rapide des techniques d'information et communication, permettant un pilotage dynamique à distance (smart-grid), les politiques de libéralisation, complétées par des opérations de démembrément l'individualisation croissante de l'offre (mini-réseaux ou systèmes d'approvisionnement individualisés à l'échelle de la parcelle ou du bâtiment, traitement des déchets organiques...)

La confrontation des données du métabolisme territorial avec les mailles techniques est une préalable incontournable dans le dimensionnement des futures trames du territoire et des formes construites possibles, impactant directement les modes d'habiter, de produire, d'échanger. Une telle approche systémique en amont de l'urbanisme de composition, vise à déterminer des interactions structurantes, des effets de paliers et d'entraînement, et à éliminer les doublons, les effets pervers et les freins. Il y a un potentiel de synergies durables évident : on ne peut pas dissocier la couche des réseaux fluides de celle de la mobilité puisque leurs infrastructures sont imbriquées, tout en s'augmentant des couches de réseaux numériques. Identifier les relations des réseaux entre eux peut permettre de démultiplier leurs performances, mais aussi, d'en faire des supports de projets plutôt que de simples liaisons techniques.

